

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cité administrative Reffye  
10 rue Amiral Courbet BP 1708  
65017 Tarbes Cedex

Tarbes, le 28/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SEDE ENVIRONNEMENT**

1 rue de la Fontainerie  
62000 Arras

Références : 2024-0189-Dp  
Code AIOT : 0006806337

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2024 dans l'établissement SEDE ENVIRONNEMENT implanté Site Ceraver-rue de Gayan-ZI 65320 Bordères-sur-l'Échez. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le jeudi 14 mars 2024, un incendie est survenu sur le site de compostage SEDE Environnement à Castéron dans le département du Gers. L'origine de cet incident étant lié au stockage de soufre intégré en fin de fabrication de compostage, l'Inspection a procédé à une visite réactive du site SEDE Environnement de Bordères-sur-l'Echez. Celle-ci a pour objectif de contrôler les activités liées à l'usage du soufre.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEDE ENVIRONNEMENT
- Site Ceraver-rue de Gayan-ZI 65320 Bordères-sur-l'Échez
- Code AIOT : 0006806337
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEDE ENVIRONNEMENT située sur la commune de Bordères-sur-l'Échez, exploite des installations de compostage, de tri, de regroupement et de préparation de déchets non dangereux.

Ces activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2010 complété le 21 juillet 2023.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 10	Demande d'action corrective	1 mois
3	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 22	Demande d'action corrective	1 mois
4	Admissions des intrants	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 25	Demande d'action corrective	1 mois
5	Conformité sous-produits	Code de l'environnement du 19/08/2015, article L541-4-2	Demande d'action corrective	1 mois
7	Tracabilité	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 30	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des installations	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 8	Sans objet
6	Tracabilité	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 27	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la fin d'année 2023, l'exploitant utilise du soufre comme élément de fertilisant lors de la fabrication de compost de boues et de déchets verts. Bien que cette incorporation soit conforme à la norme NFU 55095 (9% de soufre dans le produit fini), aucune demande préalable n'a été transmise à l'Inspection. L'exploitant qualifie le soufre de sous-produit. Néanmoins, il doit justifier du respect des critères éligibles aux sous-produits et décrits à l'article L. 541-4-2 du code de l'environnement.

Lors de la visite, 148 t de souffre étaient stockées sur le site.

L'exploitant détient un registre informatique de tenue à jour des matières entrantes et rédige une fiche produit pour les lots de compost commercialisés. L'inspection relève l'incomplétude de cette fiche compte tenu de l'absence d'information de présence de souffre dans la composition finale.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan général des risques de son installation mais a néanmoins pu démontrer la formation de ses agents au regard des risques liés à l'usage de soufre. Les justificatifs ont été présentés en séance. Des exercices de formation avec le SDIS sont régulièrement réalisés sur le site.

L'exploitant dispose d'une procédure de sécurité, jugée incomplète par l'Inspection, au regard notamment de l'absence des consignes de mélange du soufre au compost.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, sécurité du site
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne désignée par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.  Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre à l'installation.
<b>Constats :</b>  La surveillance du site est assurée par quatre agents titulaires, présents ensemble ou à tour de rôle sur le site. Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'Inspection les justificatifs de la formation aux risques liés à l'utilisation de soufre sur le site de ces quatre agents en début d'année 2024. Les supports de formation, ainsi que les justificatifs des agents ont été consultés.  Par ailleurs, l'exploitant réalise des formations conjointes avec le SDIS. Les risques liés au soufre ont été intégrés à l'exercice du 1er mars dernier.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense les zones de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.

<p>L'exploitant détermine pour chacune de ces zones de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphère explosive ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan général des risques de son installation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit recenser les zones à risque de son installation, en identifiant la nature du risque, et les reporter sur un plan général, affiché sur le site. Ce plan sera intégré à la procédure d'intervention des équipes de secours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1mois</p>

### N° 3 : Consignes d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 22</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédures</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs de confinement et d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 4 de l'article 34 ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>- les modes opératoires ;</li> <li>- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure de sécurité détaillant les consignes à respecter en cas d'incident sur le site.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection relève l'absence des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- consignes d'utilisation et d'action d'urgence associées au soufre,</li> <li>- plan général des risques de l'installation,</li> <li>- consigne de contacter de la DREAL.</li> </ul>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit mettre à jour sa procédure d'urgence au regard des informations manquantes relevées par l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

#### N° 4 : Admissions des intrants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nature des matières entrantes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute admission envisagée par l'exploitant de matières à composter d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans le dossier d'enregistrement est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. [...] Toute admission envisagée par l'exploitant de déchets ou de matières d'une nature différente de celle mentionnée dans le dossier Installation classée, susceptible d'entraîner un changement notable des éléments de ce dossier, est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant précise intégrer du soufre dans le mélange final du compost boues et déchets verts, à hauteur de 9%, l'objectif étant d'accroître les propriétés nutritionnelles du produit fini (Tradisol S).  L'exploitant n'a pas informé au préalable l'Inspection de cette nouvelle pratique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit déposer un dossier de porter à connaissance relatif à l'intégration du soufre dans son process de fabrication du compost Tridasol S. Ce document précisera la nature du produit utilisé, les modalités de stockage du soufre, le mode opératoire du process, les actions mises en œuvre pour assurer la sécurité du site et les consignes associées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

**N° 5 : Conformité sous-produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2015, article L541-4-2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Qualification du soufre
<b>Prescription contrôlée :</b> Une substance ou un objet issu d'un processus de production dont le but premier n'est pas la production de cette substance ou cet objet ne peut être considéré comme un sous-produit et non comme un déchet au sens de l'article L. 541-1-1 que si l'ensemble des conditions suivantes est rempli :  <input type="checkbox"/> l'utilisation ultérieure de la substance ou de l'objet est certaine ;  <input type="checkbox"/> la substance ou l'objet peut être utilisé directement sans traitement supplémentaire autre que les pratiques industrielles courantes ;  <input type="checkbox"/> la substance ou l'objet est produit en faisant partie intégrante d'un processus de production ;  <input type="checkbox"/> la substance ou l'objet répond à toutes les prescriptions relatives aux produits, à l'environnement et à la protection de la santé prévues pour l'utilisation ultérieure ;  <input type="checkbox"/> la substance ou l'objet n'aura pas d'incidences globales nocives pour l'environnement ou la santé humaine.  Les opérations de traitement de déchets ne constituent pas un processus de production au sens du présent article.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant a précisé que le soufre utilisé comme fertilisant est un produit déclassé par l'entreprise Total Energies Ep France (TEPF), considéré comme un sous-produit. Une déclaration UE de conformité a été réalisée par la société Total. Celle-ci a été transmise à l'Inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit justifier que le soufre respecte l'ensemble des critères éligibles à la qualité de sous-produits décrits à l'article L541-4-2 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

**N° 6 : Tracabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre des intrants
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]

<p>« Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;</li> <li>- l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte, et leur origine ;</li> <li>- pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ;</li> <li>- la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant détient un registre informatique reprenant les informations demandées à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 20/04/2012 susvisé. Ce registre a été présenté en séance.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Tracabilité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 30</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des lots</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il indique dans son dossier d'enregistrement l'organisation mise en place pour respecter cette gestion par lots. Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage. Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en oeuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot ;</li> <li>- mesures de température et d'humidité relevées au cours du process, les mesures de température étant réalisées conformément à l'annexe ;</li> <li>- nombre et dates des retournements ou périodes d'aération et, le cas échéant, des arrosages des andains ;</li> <li>- durée de la phase de fermentation et de la phase de maturation ;</li> <li>- les résultats des analyses nécessaires à la démonstration de la conformité du lot de compost sortant aux critères définissant une matière fertilisante.</li> </ul> <p>Ce document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de dix ans. Il est communiqué à tout utilisateur des matières produites qui en fait la demande.</p>



[...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'une fiche de marquage de chaque produit commercialisé. Ce document reprend la liste des matières contenues dans le produit.</p> <p>Lors de la visite, la fiche du produit Tradisol S a été présentée. L'Inspection relève l'absence d'information sur le soufre intégrée au mélange. L'exploitant précise que le 1er lot de Tradisol S, actuellement en cours d'analyse, n'a pas encore été commercialisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit compléter sa fiche de marquage du produits Tradisol S avec les données du soufre (nature et pourcentage).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1mois